

Art. 6. Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus sévères prévues dans le Code pénal :

- dans les abattoirs et le commerce de gros, les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

- dans le commerce de détail, les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément à la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Art. 7. Notre Ministre de l'Economie, Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,
H. VAN ROMPUY

Art. 6. Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van de strengere straffen bepaald in het Strafwetboek :

- worden in de slachthuizen en de groothandel de inbreuken op dit besluit opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten;

- worden in de kleinhandel de inbreuken op dit besluit opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument.

Art. 7. Onze Minister van Economie, Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken
belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
H. VAN ROMPUY

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 1762

[C - 99/14136]

4 MAI 1999. — Arrêté royal portant réglementation des conditions de formation et de certification des membres de l'inspection aéronautique

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947, notamment les annexes 14 et 17;

Vu le manuel de sûreté, document 30, de la Conférence européenne de l'aviation civile;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5 ainsi que les articles 38, 39, 40, 41 et 42, modifiés par la loi du 3 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, notamment l'article 43 § 2, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile, notamment les articles 18, 19, 53 et 54;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du budget du 3 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant qu'une nouvelle législation sur la répartition des compétences suite à l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la police fédérale n'est pas encore entrée en vigueur au moment où l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat doit légalement être demandée;

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 1762

[C - 99/14136]

4 MEI 1999. — Koninklijk besluit houdende regeling van de opleidings- en certificatievoorwaarden van de leden van de luchtvaartinspectie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944 en goedgekeurd door de wet van 30 april 1947, inzonderheid op de bijlagen 14 en 17;

Gelet op het veiligheidshandboek, document 30, van de Europese Conferentie voor de Burgerluchtvaart;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5 evenals de artikelen 38, 39, 40, 41 en 42, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 43 § 2, gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerluchtvaart, inzonderheid op artikelen 18, 19, 53 en 54;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van begroting van 3 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat een nieuwe wettelijke regeling van de bevoegdheidsverdeling ingevolge de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de federale politie nog niet in werking is getreden op het ogenblik dat het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State wettelijk dient gevraagd te worden;

Considérant que la proposition de loi en question relative à la répartition des compétences suite à l'intégration de la police aéronautique dans la police fédérale prévoit l'entrée en vigueur rétroactive au 1^{er} mars 1999;

Considérant que selon la proposition de loi en question l'article 42 de la loi du 27 juin 1937 portant réglementation de la navigation aérienne a été modifié et que le Roi est chargé de réglementer la certification et la formation du personnel des services d'inspections aéronautiques et aéroportuaires;

Considérant que la continuité du service requiert une modification réglementaire simultanée avec la modification législative;

Considérant que conformément aux normes et pratiques recommandées internationales de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et aux prescriptions de la Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC) de même que selon les dispositions des accords bilatéraux de sûreté aéronautique, ces prescriptions doivent être immédiatement appliquées pour la formation et la certification du personnel de l'inspection aéronautique;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Definitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, les termes et les expressions énumérés ci-dessous reçoivent les définitions suivantes :

Centre national de formation à la sûreté aérienne : centre de formation relevant de l'Administration de l'Aéronautique et de l'institut européen pour la formation à la sûreté aérienne, de l'OACI et de la CEAC (European Aviation Security Training Institute - EASTI) qui assure les programmes de formation pour l'octroi des certificats, qualifications et qualifications types définis au présent arrêté;

Certificat : titre délivré par le Centre national de formation à la sûreté aérienne d'où il apparaît qu'une personne satisfait aux conditions imposées en matière de formation définies au présent arrêté;

Contrôle de sûreté : mesures permettant d'empêcher l'introduction d'armes ou d'objets susceptibles d'être utilisés pour commettre des actes illicites;

Contrôle d'accès : contrôle effectué au moyen de badges d'identification, cartes d'accès, cartes magnétiques ou d'autres cartes codées électroniques;

Examen CBT (computer based training) : examen effectué au moyen d'un système informatique;

Infractions aéronautiques : infractions contre les dispositions mentionnées dans l'article 38, § 1^{er} de la loi du 27 juin 1937 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

Inspecteur en chef : le Directeur général de l'Administration de l'Aéronautique en sa qualité de chef des inspections aéronautique et aéroportuaire;

Mandat : licence ou fonction accordée par le Roi, le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou par son délégué, d'où il apparaît qu'une personne a la compétence pour l'exercice de certains privilèges définis aux articles 38, 39 et 40 de la loi du 27 juin 1937 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

Qualification ou qualification type : élément faisant partie du certificat, précisant la formation accomplie par son titulaire; s'intégrant au mandat, elle précise les privilèges liés à ce mandat;

Privilèges : compétences qui peuvent être exercées sur base d'un mandat et des qualifications;

Sécurité (safety) : ensemble des mesures ainsi que des moyens humains et matériels destinés à assurer un écoulement sûr du trafic aérien civil, à l'exclusion des mesures ou des moyens de protection de l'aviation civile contre des actes illicites;

Sûreté (security) : combinaison des mesures ainsi que des moyens humains et matériels visant à protéger l'aviation civile contre des actes illicites

Overwegende dat het wetsvoorstel in kwestie, met betrekking tot de bevoegdheidsverdeling ingevolge de integratie van de luchtvaartpolitie in de federale politie, de inwerkingtreding met terugwerkende kracht op 1 maart 1999 voorziet;

Overwegende dat volgens het wetsvoorstel in kwestie artikel 42 van de wet van 27 juni 1937 houdende regeling der luchtvaart gewijzigd wordt en dat de Koning belast wordt met de regulering van de certificatie en opleiding van het personeel van de luchthaven- en luchtvaartinspectiediensten;

Overwegende dat de continuïteit van de dienst vereist dat een reglementaire wijziging gelijktijdig met de wetswijziging geschiedt;

Overwegende dat er overeenkomstig de normen en aanbevelingen van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (ICAO) en van de Europese Conferentie voor de Burgerluchtvaart (ECAC) evenals overeenkomstig de bepalingen van de bilaterale luchtvaartbeveiligingsakkoorden onmiddellijk voorschriften dienen te worden opgelegd voor de opleiding en certificatie van het personeel werkzaam bij de luchtvaartinspectie;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging : opleidingscentrum deel uitmakend van het Bestuur van de Luchtvaart en mede ressorterend onder het ICAO-CEAC Europees Opleidingsinstituut Luchtvaartbeveiliging (European Aviation Security Training Institute - EASTI), dat de opleidingsprogramma's verzekert tot het bekomen van de certificaten, bevoegdverklaringen en type bevoegdverklaringen bedoeld bij dit besluit;

Certificaat : getuigschrift afgeleverd door het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging, waaruit blijkt dat een persoon voldoet aan de gestelde voorwaarden inzake opleiding zoals bepaald in onderhavig besluit;

Veiligheidscontrole : maatregelen waardoor het binnenbrengen kan voorkomen worden van wapens of goederen die kunnen gebruikt worden om wederrechtelijke daden te stellen;

Toegangscontrole : controle bij wijze van identificatiebadges, toegangsbewijzen, magneetkaarten of andere elektronisch gecodeerde kaarten;

CBT (computer based training) examen : examen afgenomen aan de hand van een computersysteem;

Luchtvaartmisdrijven : inbreuken tegen de voorschriften bedoeld bij artikel 38, § 1 van de wet van 27 juni 1937 betreffende de regeling van de luchtvaart;

Hoofdinspecteur : de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart in zijn hoedanigheid van hoofd van de luchtvaart- en luchthaveninspecties;

Mandaat : vergunning of ambt toegekend door de Koning, de Minister, belast met het bestuur van de luchtvaart, of zijn gemachtigde, waaruit blijkt dat een persoon over de bevoegdheid beschikt tot uitoefening van bepaalde voorrechten zoals omschreven bij de artikelen 38, 39 en 40 van de wet van 27 juni 1937 betreffende de regeling der luchtvaart;

Bevoegdverklaring of type bevoegdverklaring : als onderdeel van het certificaat, een nadere omschrijving van de door de houder genoten opleiding; als onderdeel van het mandaat, een nadere omschrijving van de voorrechten verbonden aan dat mandaat;

Voorrechten : bevoegdheden die mogen uitgeoefend worden op grond van een mandaat en bevoegdverklaringen;

Veiligheid (safety) : geheel van maatregelen evenals menselijke en materiële middelen bestemd om een veilig verloop te verzekeren van de burgerlijke luchtvaart, met uitsluiting van maatregelen of middelen ter beveiliging van de luchtvaart tegen wederrechtelijke daden;

Beveiliging (security) : geheel van maatregelen evenals menselijke en materiële middelen bestemd om de burgerlijke luchtvaart te beveiligen tegen wederrechtelijke daden.

CHAPITRE II. — *Dispositions communes à tous les mandats et certificats*

Art. 2. Pour exercer la compétence décrite aux articles 38, 39 et 40 de la loi du 27 juin 1937 portant réglementation de la navigation aérienne, l'intéressé doit disposer d'un mandat correspondant à sa fonction et des qualifications et qualifications de types y associées.

Art. 3. § 1^{er}. Les mandats des membres de l'inspection aéronautique sont :

- 1° agent;
- 2° inspecteur;
- 3° inspecteur en chef-adjoint;
- 4° inspecteur en chef.

§ 2. Les qualifications pour les membres de l'inspection aéronautique sont :

- 1° sûreté;
- 2° infractions aéronautiques spécifiques.

§ 3. Les qualifications types pour les membres de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté sont :

- 1° Le contrôle d'accès;
- 2° le contrôle de sûreté;
- 3° le contrôle de sûreté avec appareil à rayons X conventionnels;
- 4° le contrôle de sûreté à l'aide d'un appareil Vivid;
- 5° le contrôle de sûreté à l'aide d'un appareil Magal;
- 6° le contrôle de sûreté à l'aide d'un appareil Invision CTX 5500;
- 7° le contrôle de sûreté à l'aide d'une chambre de décompression;
- 8° programmes de sûreté d'agents habilités de fret;
- 9° audits de sûreté des aéroports;
- 10° audits de sûreté des compagnies aériennes;
- 11° tests des systèmes de sûreté.

§ 4. Une carte de légitimation est délivrée par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique ou son délégué à tout titulaire d'un mandat.

Art. 4. La formation requise pour obtenir les certificats et qualifications visées au présent arrêté de même que les épreuves théoriques imposées, de CBT et psychotechniques sont organisées par le centre national de formation à la sûreté aérienne. Ce centre délivre les certificats, les qualifications et les qualifications de types visées au présent arrêté. Il organise aussi les cours de recyclage et les épreuves annexes en vue de la prolongation de mandats et qualifications.

Art. 5. Les membres de l'inspection aéronautique s'abstiennent de tout acte ou déclaration qui pourrait porter préjudice au fonctionnement de l'inspection aéronautique ou de ses activités. Ils sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne non compétente de même qu'à l'égard du public, en ce qui concerne toutes les données et informations qu'ils auraient à connaître dans l'exercice de leurs fonctions ou dans le cadre de leurs activités. Ce devoir de réserve vaut également en ce qui concerne les données et informations qui seraient portées à la connaissance des intéressés à l'occasion de leur formation pour l'obtention des certificats ou des qualifications relatifs à l'inspection aéronautique dispensée par le Centre national de formation à la sûreté aérienne. Ce devoir de réserve vaut aussi à l'issue de leur mandat.

Art. 6. Le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique détermine les incompatibilités liées à l'exercice des mandats d'inspection aéronautique.

CHAPITRE III. — *Certification de l'inspection aéronautique*

Section 1^{re}. — Mandat d'agent de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté ou avec qualification d'infractions aéronautiques spécifiques

Art. 7. Le mandat d'agent de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté ou d'infractions aéronautiques spécifiques donne les compétences à son titulaire liées au mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec les qualifications respectives de sûreté et d'infractions aéronautiques spécifiques telles que décrites dans cet arrêté à l'exception de la compétence de constater des infractions aéronautiques et à l'exception de la compétence décrite dans l'article 38, § 3 de la loi

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen gemeen aan alle mandaten en certificaten*

Art. 2. Om een bevoegdheid uit te oefenen zoals omschreven bij de artikelen 38, 39 en 40 van de wet van 27 juni 1937 houdende regeling der luchtvaart moet de betrokkene beschikken over het met zijn functie overeenstemmend mandaat en de daarbij horende bevoegdverklaring en type bevoegdverklaringen.

Art. 3. § 1. De mandaten voor de leden van de luchtvaartinspectie zijn :

- 1° agent;
- 2° inspecteur;
- 3° adjunct-hoofdinspecteur;
- 4° hoofdinspecteur.

§ 2. De bevoegdverklaringen voor de leden van de luchtvaartinspectie zijn :

- 1° beveiliging;
- 2° specifieke luchtvaartmisdrijven.

§ 3. De type bevoegdverklaringen voor de leden van de luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging zijn :

- 1° toegangscontrole;
- 2° veiligheidscontrole;
- 3° veiligheidscontrole met conventionele X-ray apparatuur;
- 4° veiligheidscontrole met behulp van Vivid-apparatuur;
- 5° veiligheidscontrole met behulp van Magal apparatuur;
- 6° veiligheidscontrole met behulp van Invision CTX 5500 -apparatuur;
- 7° veiligheidscontrole met behulp van decompressiekamer;
- 8° beveiligingsprogramma's van erkende vrachtagenten;
- 9° audits inzake de beveiliging van luchthavens;
- 10° audits inzake de beveiliging van luchtvaartmaatschappijen;
- 11° testen van veiligheidssystemen.

§ 4. Aan iedere houder van een mandaat wordt door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart of zijn gemachtigde een legitimatiekaart afgeleverd.

Art. 4. De opleiding tot het bekomen van de in dit besluit bedoelde certificaten en bevoegdverklaringen evenals de daartoe opgelegde theoretische, CBT en de psychotechnische proeven worden georganiseerd door het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging. Dit Centrum levert tevens de bij dit besluit bedoelde certificaten, bevoegdverklaringen en typebevoegdverklaringen af. Het organiseert ook de opfrissingskursussen en daaraan gekoppelde proeven met het oog op het verlengen van mandaten en bevoegdverklaringen.

Art. 5. De leden van de luchtvaartinspectie onthouden zich van iedere handeling en iedere meningsuiting die afbreuk zou kunnen doen aan het aanzien van de luchtvaartinspectie of zijn activiteiten zou kunnen schaden. Zij zijn verplicht tegenover elke onbevoegde persoon alsook tegenover het publiek geheimhouding te bewaren met betrekking tot alle feitelijke gegevens en inlichtingen welke in de uitoefening van hun functie of in het kader van hun activiteit te hunner kennis wordt gebracht. Deze geheimhoudingsplicht geldt evenzeer met betrekking tot alle gegevens en inlichtingen, die aan betrokkenen ter kennis worden gebracht naar aanleiding van hun opleiding tot het bekomen van certificaten of bevoegdverklaringen inzake luchtvaartinspectie bij het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging. Deze geheimhoudingsplicht geldt ook na beëindiging van hun mandaat.

Art. 6. De Minister die met het bestuur van de luchtvaart is belast bepaalt de onverenigbaarheden verbonden aan de uitoefening van de mandaten van luchtvaartinspectie.

HOOFDSTUK III. — *Certificatie Luchtvaartinspectie*

Afdeling 1. — Mandaat van agent van Luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging of met bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven.

Art. 7. Het mandaat van agent van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging of specifieke luchtvaartmisdrijven verleent aan de houder de bevoegdheden verbonden aan het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met de respectieve bevoegdverklaringen beveiliging of specifieke luchtvaartmisdrijven zoals omschreven in dit besluit, met uitzondering van de bevoegdheid tot vaststelling van de luchtvaartmisdrijven en met uitzondering van de bevoegdheid omschreven in artikel 38, § 3 van de voormelde wet. De houder van het mandaat

précitée. Le titulaire d'un mandat d'agent ne peut exercer ses compétences que sous la supervision et dans la présence d'un inspecteur de l'inspection aéronautique avec la qualification requise ou de l'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéronautique.

Art. 8. Pour obtenir le mandat d'agent de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté ou d'infractions aéronautiques spécifiques le candidat doit :

1° produire un certificat de bonne vie et mœurs, délivré depuis moins d'un mois avec la mention « destiné à une administration publique »;

2° faire partie du personnel de l'Administration de l'Aéronautique;

3° disposer d'un certificat d'agent de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté ou d'infractions aéronautiques spécifiques, d'où il ressort que le titulaire a suivi une formation et a réussi les examens conformément au programme et aux modalités définies par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique; ce certificat doit être délivré au maximum dans les trois ans précédant la date d'octroi du mandat;

4° réussir les examens imposés par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique;

5° être proposé par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique;

6° prêter serment devant l'inspecteur en chef.

Art. 9. Le mandat d'agent de l'inspection aéronautique avec les qualifications de sûreté ou d'infractions aéronautiques spécifiques, précisant ces infractions, est accordé par Nous.

Art. 10. Le mandat d'agent de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté ou d'infractions aéronautiques spécifiques est valable pour une période de cinq ans au maximum. Il est renouvelé par le Ministre chargé de l'Administration de l'Aéronautique ou le Directeur Général de l'Administration de l'aéronautique pour des périodes successives de cinq ans au maximum, si le titulaire a suivi un cours de recyclage et a réussi à une épreuve qui y est associée, conformément aux modalités définies par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique.

Section 2. — Mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec la qualification de sûreté

Art. 11. Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté donne à son titulaire la compétence pour surveiller, conformément à l'article 38 de la loi du 27 juin 1937 portant réglementation de la navigation aérienne, l'exécution des contrôles d'accès et de sûreté et pour exécuter et faire exécuter ces contrôles pour autant que les intéressés disposent des qualifications de type nécessaire. Il surveille également l'exécution des prescriptions en matière de sûreté aéronautique dans le cadre de ses qualifications de type. Le titulaire d'une qualification de type tests des systèmes de sûreté peut également procéder à des tests de ces systèmes conformément aux modalités définies par l'inspecteur en chef et conformément à un programme approuvé à l'avance par l'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéronautique.

Art. 12. Pour l'obtention du mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté le candidat doit :

1° produire un certificat de bonne vie et mœurs, délivré depuis moins d'un mois avec la mention « destiné à une administration publique »;

2° faire partie du personnel du service de l'inspection aéronautique de l'Administration de l'Aéronautique;

3° être en possession d'un certificat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté d'où il ressort que le titulaire a suivi la formation visée à l'annexe ou présent arrêté et a réussi les examens théoriques, pratiques, CBT et psychotechniques; ce certificat doit précéder de trois ans au maximum la date de délivrance du mandat;

4° réussir les examens mentionnés dans l'annexe à cet arrêté;

5° être proposé par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique;

6° avoir prêté serment auprès de l'inspecteur en chef.

van agent kan deze bevoegdheden slechts uitoefenen onder het toezicht van en in aanwezigheid van een inspecteur van luchtvaartinspectie met de betreffende bevoegdverklaring of van de adjunct-hoofdinspecteur van luchtvaartinspectie.

Art. 8. Teneinde het mandaat van agent van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging of specifieke luchtvaartmisdrijven te bekomen moet de kandidaat :

1° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen, uitgereikt sedert minder dan een maand en met de vermelding « ten behoeve van een openbaar bestuur »;

2° deel uitmaken van het personeel van het Bestuur van de Luchtvaart;

3° over het certificaat van agent van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaring beveiliging of specifieke luchtvaartmisdrijven beschikken waaruit blijkt dat de houder een opleiding gevolgd heeft en geslaagd is voor de examens overeenkomstig het programma en de modaliteiten vastgesteld door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart; dit certificaat dient ten hoogste drie jaar voorafgaand aan de datum van toekenning van het mandaat afgeleverd te worden;

4° slagen voor de door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart opgelegde examens;

5° voorgesteld worden door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart;

6° de eed afgelegd hebben voor de hoofdinspecteur.

Art. 9. Het mandaat van agent van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaringen beveiliging of specifieke luchtvaartmisdrijven, met omschrijving van die misdrijven, wordt door Ons toegekend.

Art. 10. Het mandaat van agent van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaring beveiliging of specifieke luchtvaartmisdrijven is geldig voor een periode van ten hoogste vijf jaar. Het wordt hernieuwd door de Minister belast met het bestuur van de luchtvaart of de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart voor opeenvolgende periodes van ten hoogste vijf jaar, indien de houder een opfrissingscursus heeft gevolgd en geslaagd is voor de daarop betrekking hebbende proef, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart.

Afdeling 2. — Mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging

Art. 11. Het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging verleent aan de houder de bevoegdheid om overeenkomstig artikel 38 van de wet van 27 juni 1937 houdende regeling van de luchtvaart, toezicht te houden op de uitvoering van de toegang- en veiligheidscontroles en deze controles uit te voeren of te gelasten, voor zover de betrokkenen over de nodige type-bevoegdverklaringen beschikken. Hij houdt eveneens toezicht op de naleving van de luchtvaartbeveiligingsvoorschriften binnen het kader van zijn type bevoegdverklaringen. De houder van de type bevoegdverklaring testen van beveiligingssysteem kan overgaan tot het testen van deze systemen volgens de modaliteiten bepaald door de hoofdinspecteur en overeenkomstig een programma vooraf goedgekeurd door de adjunct hoofdinspecteur van luchtvaartinspectie.

Art. 12. Teneinde het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging te bekomen moet de kandidaat :

1° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen, uitgereikt sedert minder dan een maand en met de vermelding « ten behoeve van een openbaar bestuur »;

2° deel uitmaken van de luchtvaartinspectiedienst van het Bestuur van de Luchtvaart;

3° over het certificaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging beschikken waaruit blijkt dat de houder de bij bijlage tot dit besluit bedoelde opleiding gevolgd heeft en geslaagd is voor de betreffende theoretische, praktische, CBT en psychotechnische proeven; dit certificaat dient ten hoogste drie jaar voorafgaand aan de datum van toekenning van het mandaat afgeleverd te worden;

4° slagen voor de bij de bijlage tot dit besluit bedoelde examens;

5° voorgesteld worden door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart;

6° de eed afgelegd hebben voor de hoofdinspecteur.

Art. 13. Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté est accordé par Nous.

Art. 14. Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté est valable pour une période de cinq ans. Il est renouvelé par le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique pour des périodes successives de cinq ans maximum, si le titulaire a suivi un cours de recyclage pour la fonction concernée et a réussi l'épreuve y associée selon le programme et les modalités définies par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique.

Section 3. — Mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification infractions spécifiques aéronautiques

Art. 15. § 1. Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification infractions aéronautiques spécifiques donne compétence à son titulaire de surveiller, conformément à l'article 38 de la loi du 27 juin 1937 réglementant la navigation aérienne, le respect des règlements aéronautiques inscrits sur leur mandat et de constater les infractions aéronautiques spécifiques inscrits sur leur mandat. Dans l'exercice de leur mission ils peuvent accomplir des actes de procédure administratives et judiciaires décrits à cet article.

§ 2. Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification d'infractions aéronautiques spécifiques peut être confié aux membres du personnel des services respectifs de l'Administration de l'Aéronautique pour ce qui concerne les infractions spécifiques aéronautiques ayant un lien avec le service par lequel ils sont employés, et aux membres de personnel du service d'inspection aéronautique de l'Administration de l'Aéronautique pour toutes les infractions aéronautiques.

Art. 16. Pour obtenir le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification d'infractions aéronautiques spécifiques le candidat doit :

1° produire un certificat de bonne vie et mœurs, délivré depuis moins d'un mois avec la mention « destiné à une administration publique »;

2° faire partie du personnel de l'Administration de l'Aéronautique;

3° disposer d'un certificat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification d'infractions aéronautiques spécifiques, d'où il ressort que le titulaire a suivi une formation spécifique, relative aux infractions aéronautiques spécifiques pour la surveillance et la constatation desquelles il a été attribué une qualification, et a réussi les examens conformément au programme et aux modalités définies par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique; ce certificat doit être délivré au maximum dans les trois ans précédant la date d'octroi du mandat;

4° réussir les examens imposés par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique;

5° prêter serment devant l'inspecteur en chef.

Art. 17. Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification d'infractions aéronautiques spécifiques, précisant ces infractions, est accordé par Nous.

Art. 18. Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification d'infractions aéronautiques spécifiques est valable pour une période de cinq années au maximum. Il est renouvelé par le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique ou par son délégué pour des périodes successives de cinq années au maximum, si le titulaire a suivi un cours de recyclage pour la fonction concernée et a réussi à l'épreuve y associée conformément aux modalités définies par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique.

Section 4. — Mandat d'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéronautique

Art. 19. Sur proposition de l'inspecteur en chef, un mandat d'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéronautique est délivré par Nous.

Art. 13. Het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaring beveiliging wordt door Ons toegekend.

Art. 14. Het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaring beveiliging is geldig voor een periode van ten hoogste vijf jaar. Het wordt hernieuwd door de Minister belast met het bestuur van de luchtvaart of de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart voor opeenvolgende periodes van ten hoogste vijf jaar, indien de houder een opfrissingscursus heeft gevolgd en geslaagd is voor de daarop betrekking hebbende proef, volgens het programma en de modaliteiten vastgesteld door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart.

Afdeling 3. — Mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven

Art. 15. § 1. Het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven verleent aan de houder de bevoegdheid om overeenkomstig artikel 38 van de wet van 27 juni 1937 houdende regeling van de luchtvaart, toezicht te houden op de naleving van de in zijn mandaat omschreven luchtvaartvoorschriften en de specifieke luchtvaartmisdrijven vast te stellen omschreven bij zijn mandaat. Zij kunnen bij de uitoefening van hun opdracht overgaan tot de administratieve en gerechtelijke procedurehandelingen omschreven in voormeld artikel.

§ 2. Het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven kan toegekend worden aan personeelsleden van de respectieve diensten van het Bestuur van de Luchtvaart wat de specifieke luchtvaartmisdrijven betreft, betrekking hebbend op de dienst waarbij zij tewerkgesteld zijn, en aan personeelsleden van de luchtvaartinspectiedienst van het Bestuur van de Luchtvaart wat alle luchtvaartmisdrijven betreft.

Art. 16. Teneinde het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven te bekomen moet de kandidaat :

1° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen, uitgereikt sedert minder dan een maand en met de vermelding « ten behoeve van een openbaar bestuur »;

2° deel uitmaken van het personeel van het Bestuur van de Luchtvaart;

3° over het certificaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven beschikken waaruit blijkt dat de houder een specifieke opleiding gevolgd heeft met betrekking tot de specifieke luchtvaartmisdrijven tot het toezicht en de vaststelling waarvoor hem een bevoegdverklaring wordt toegekend en geslaagd is voor de examens, volgens het programma en de modaliteiten opgelegd door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart; dit certificaat dient ten hoogste drie jaar voorafgaand aan de datum van toekenning van het mandaat afgeleverd te worden;

4° slagen voor de door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart opgelegde examens;

5° de eed afgelegd hebben voor de hoofdinspecteur.

Art. 17. Het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven, met de omschrijving van die misdrijven, wordt door Ons toegekend.

Art. 18. Het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven is geldig voor een periode van ten hoogste vijf jaar. Het wordt hernieuwd door de Minister belast met het bestuur van de luchtvaart of de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart of zijn gemachtigde voor opeenvolgende periodes van ten vijf jaar, indien de houder een opfrissingscursus heeft gevolgd en geslaagd is voor de daarop betrekking hebbende proef overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart.

Afdeling 4. — Mandaat van adjunct-hoofdinspecteur van de luchtvaartinspectie

Art. 19. Op voordracht van de hoofdinspecteur wordt één mandaat van adjunct-hoofdinspecteur van luchtvaartinspectie door Ons toegekend.

Art. 20. Le mandat d'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéronautique permet à son titulaire, sous l'autorité de l'inspecteur en chef :

1° d'exercer les privilèges du mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec les qualifications sûreté et infractions spécifiques aéronautiques; cette dernière qualification vaut pour toutes les infractions aéronautiques;

2° de diriger les titulaires d'un mandat d'agent ou d'inspecteur de l'inspection aéronautique pour ce qui concerne l'exercice des compétences liées à leur mandat;

3° d'assurer la coordination entre les membres de l'inspection aéronautique ainsi que la coordination et les contacts avec les services de polices et l'inspection aéroportuaire dans des circonstances normales et de crise;

4° en l'absence de l'inspecteur en chef de l'inspection aéronautique et aéroportuaire, et moyennant délégation accordée par lui, exercer les privilèges liés à son mandat en ce qui concerne des affaires urgentes.

Art. 21. Pour obtenir le mandat d'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéronautique, le candidat doit :

1° avoir exercé effectivement les privilèges d'inspecteur de la police aéronautique ou de l'inspection aéronautique et disposer d'au moins de neuf ans d'expérience dans le domaine de la sûreté aéronautique civile;

2° produire un certificat de bonne vie et mœurs délivré depuis moins d'un mois avec la mention « destiné à une administration publique »;

3° être titulaire d'un mandat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualifications de sûreté et d'infractions aéronautiques spécifiques.

Section 5. — Mandat d'inspecteur en chef de l'inspection aéronautique et aéroportuaire

Art. 22. Le mandat d'inspecteur en chef de l'inspection aéronautique et aéroportuaire est accordé de droit au Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique. Le titulaire de ce mandat assure le contrôle et exerce l'autorité, en sa qualité de chef des inspections aéronautique et aéroportuaire, sur les membres des inspections aéronautique et aéroportuaire.

CHAPITRE IV. — *Examens*

Art. 23. Le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique établit une liste de personnes appelées à titre personnel, en fonction de leurs connaissances scientifiques et techniques à faire subir les examens pour l'obtention des certificats, des qualifications et des qualifications de types.

Art. 24. Les examens visés à l'article 23 ci-dessus sont organisés par le Centre National de Formation à la Sûreté Aérienne. Ces examens sont présentés devant une commission présidée par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique. Elle est composée par lui de personnes dont question à la liste visée à l'article 23.

Art. 25. Le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique fixe le règlement de l'examen. Les décisions de la commission d'examens sont prises par la majorité de ses membres. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. Les délibérations de la commission sont secrètes. Les résultats de ses délibérations sont consignés au procès verbal de la session. Ce procès verbal est signé par les membres de la commission.

Art. 26. Nul ne peut prendre part en qualité de membre de la commission ou d'examineur à un examen auquel participe son conjoint ou l'un de ses parents ou alliés jusqu'au 4e degré.

Art. 27. Toute fraude ou tentative de fraude au cours des examens entraîne l'exclusion.

Art. 28. Les demandes de participations aux examens sont adressées au Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique.

Art. 29. Personne n'est admis plus de trois fois à un même examen.

Art. 20. Het mandaat van adjunct-hoofdinspecteur van luchtvaartinspectie verleent aan de houder de bevoegdheid om, onder het gezag van de hoofdinspecteur :

1° de voorrechten uit te oefenen van het mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met de bevoegdverklaringen beveiliging en specifieke misdrijven; deze laatste bevoegdverklaring geldt voor alle luchtvaartmisdrijven;

2° de leiding te voeren over de houders van een mandaat van agent of inspecteur van luchtvaartinspectie wat de uitoefening van hun bevoegdheden met betrekking tot hun mandaat betreft;

3° de coördinatie te verzekeren tussen de leden van de luchtvaartinspectie evenals de coördinatie en contacten te verzekeren met de politiediensten en de luchthaveninspectiedienst in normale en crisissituaties;

4° bij afwezigheid van de hoofdinspecteur van luchtvaartinspectie en luchthaveninspectie, en mits door hem verleende delegatie, de voorrechten uitoefenen verbonden aan diens mandaat met betrekking tot dringende aangelegenheden.

Art. 21. Om het mandaat van adjunct-hoofdinspecteur van de luchtvaartinspectie te verkrijgen, moet de kandidaat :

1° effectief de voorrechten hebben uitgeoefend van inspecteur van luchtvaartpolitie of luchtvaartinspectie en over ten minste negen jaar ervaring beschikken op het domein van de burgerlijke luchtvaartbeveiliging;

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen, uitgereikt sedert minder dan een maand en met de vermelding « ten behoeve van een openbaar bestuur »;

3° houder zijn van een mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaringen beveiliging en specifieke luchtvaartmisdrijven.

Afdeling 5. — Mandaat van hoofdinspecteur van luchtvaartinspectie en luchthaveninspectie

Art. 22. Het mandaat van hoofdinspecteur van luchtvaartinspectie en luchthaveninspectie wordt van rechtswege toegekend aan de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart. De houder van dit mandaat heeft in zijn hoedanigheid van hoofd van de luchtvaart- en luchthaveninspecties het gezag en het toezicht over de leden van de luchtvaart- en luchthaveninspecties.

HOOFDSTUK IV. — *Examens*

Art. 23. De Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart stelt een lijst op van personen die op grond van hun wetenschappelijke of technische kennis, ten persoonlijke titel, aangewezen worden om de examens voor het bekomen van de certificaten, de bevoegdverklaringen en de typebevoegdverklaringen af te nemen.

Art. 24. De examens bedoeld bij artikel 23 van dit besluit worden ingericht door het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging. Deze examens worden afgenomen door een commissie voorgezeten door de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart. Zij wordt door hem samengesteld uit personen van de in artikel 23 bedoelde lijst.

Art. 25. De Minister belast met het bestuur van de luchtvaart of de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart stelt het examenreglement vast. De beslissingen van de examencommissie worden genomen bij meerderheid van haar leden. Bij staking van stemmen is deze van de voorzitter beslissend. De beraadslagingen van de commissie zijn geheim. De resultaten van haar beraadslagingen worden in de notulen van de zitting opgetekend. De notulen worden door de commissieleden ondertekend.

Art. 26. Niemand mag bij een examen als lid van de commissie of als examiner optreden wanneer zijn echtgenoot of één van zijn bloed- of aanverwanten tot in de 4e graad aan dit examen deelneemt.

Art. 27. Elk bedrog of poging tot bedrog gedurende de examens heeft de uitsluiting voor gevolg.

Art. 28. De aanvragen tot deelname aan de examens worden ingediend bij de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart.

Art. 29. Niemand wordt meer dan driemaal toegelaten tot eenzelfde examen.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 30. § 1^{er}. Les membres du personnel de l'Administration de l'Aéronautique, qui lors de l'entrée en vigueur de la loi organisant la répartition des compétences suite à l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la police fédérale étaient titulaires d'un mandat d'inspecteur de police aéronautique, sont dispensés des examens visés au présent arrêté s'ils ont suivi une formation spécifique avant le 31 décembre 2000, dont les modalités sont définies par le Directeur Général de l'Administration de l'Aéronautique. Dans l'intervalle, le présent arrêté s'applique jusqu'au 31 décembre 2000 aux membres du personnel de l'Administration de l'Aéronautique comme mandat provisoire avec la qualification d'infractions spécifiques aéronautiques, pour la constatation des infractions aéronautiques qu'ils ont à connaître dans l'exercice normal de leur fonction au sein du service ou ils sont employés. Pour les membres du personnel affectés au service de l'inspection aéronautique au moment de l'entrée en vigueur de la loi précitée, titulaires du mandat précité, cet arrêté s'applique jusqu'au 31 décembre 2000 comme mandat provisoire d'inspecteur aéronautique avec qualification sûreté et toutes les qualifications de types connexes et avec qualification d'infractions aéronautiques spécifiques, valable pour toutes les infractions

§ 2. Le mandat d'inspecteur en chef adjoint de l'inspection aéronautique avec la qualification de sûreté et les qualifications de types connexes de même que la qualification d'infractions aéronautiques spécifiques valable pour toutes les infractions aéronautiques est accordé de droit au membre du personnel de l'Administration de l'Aéronautique, qui au moment de l'entrée en vigueur de la loi précitée exerce la fonction de conseiller au service de l'inspection aéronautique.

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 32. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 30. § 1. De personeelsleden van het Bestuur van de Luchtvaart, die bij het van kracht worden van de wet tot regeling van de bevoegdheidsverdeling ingevolge de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de federale politie houders waren van een mandaat van inspecteur van luchtvaartpolitie, zijn vrijgesteld van de examens bedoeld bij dit besluit, mits zij vóór 31 december 2000 een specifieke opleiding hebben gevolgd, waarvan de modaliteiten bepaald worden door Minister belast met het bestuur van de luchtvaart of de Directeur-Generaal van het Bestuur van de Luchtvaart. In afwachting geldt tot uiterlijk 31 december 2000 onderhavig besluit voor de betrokken personeelsleden van het Bestuur van de Luchtvaart als voorlopig mandaat met bevoegdverklaring bijzondere luchtvaartmisdrijven, dat geldt voor de vaststelling van de specifieke luchtvaartmisdrijven waarvan zij in de normale uitoefening van hun functie binnen de dienst waar zij tewerkgesteld zijn, kennis krijgen. Voor de voormelde personeelsleden, houder van voormeld mandaat en in dienst bij de luchtvaartinspectiedienst bij de inwerkingtreding van de voormelde wet, geldt dit besluit tot 31 december 2000 als voorlopig mandaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaringen beveiliging en alle daaraan verbonden type bevoegdverklaringen en met bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven, geldend voor alle luchtvaartmisdrijven.

§ 2. Aan het personeelslid van het Bestuur van de Luchtvaart, dat op het ogenblik van de inwerkingtreding van de voormelde wet de functie uitoefent van adviseur bij de dienst luchtvaartinspectie wordt van rechtswege het mandaat toegekend van adjunct-hoofdinspecteur van Luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging en de daaraan verbonden type bevoegdverklaringen evenals de bevoegdverklaring specifieke luchtvaartmisdrijven, geldend voor alle luchtvaartmisdrijven.

Art. 31. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 32. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

Annexe

Formation et examen pour l'obtention du certificat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté et les qualifications de type

I. La formation théorique comprend un cours d'une durée totale de 384 heures, donné par le Centre national de formation à la sûreté aérienne, dont le programme à suivre dans cet ordre à l'exception des point h) et i) - est défini comme suit :

a) La formation de base de sûreté aérienne pour l'obtention du certificat d'inspecteur de l'inspection aéronautique avec qualification de sûreté comprend un cours d'une durée totale de 72 heures.

b) La formation de spécialisation avec qualification type contrôle d'accès comprend un cours d'une durée totale de 16 heures.

c) La formation de spécialisation avec qualification type contrôle de sûreté comprend un cours d'une durée totale de 24 heures.

d) La formation de spécialisation avec qualification type rayons-X conventionnels comprend un cours d'une durée totale de 24 heures.

e) La formation de spécialisation avec qualification type VIVID comprend un cours d'une durée totale de 24 heures.

f) La formation de spécialisation avec qualification type MAGAL comprend un cours d'une durée totale de 24 heures.

g) La formation de spécialisation avec qualification type INVISION CTX 5500 comprend un cours d'une durée totale de 64 heures.

h) La formation de spécialisation avec qualification type décompression comprend un cours d'une durée totale de 4 heures.

i) La formation de spécialisation avec qualification type programmes de sûreté d'agents habilités de fret comprend un cours et une formation pratique d'une durée totale de 24 heures.

j) La formation de spécialisation avec qualification type audits programmes de sûreté d'aéroports comprend un cours et une formation pratique d'une durée totale de 36 heures.

k) La formation de spécialisation avec qualification type audits programmes de sûreté des compagnies aériennes comprend un cours et une formation pratique d'une durée totale de 36 heures.

l) La formation de spécialisation avec qualification type tests des systèmes de sûreté comprend un cours et une formation pratique d'une durée totale de 36 heures.

Ces formations sont données par le Centre national de formation à la sûreté aérienne dont les programmes sont définis comme suit :

	Modules	Durée
<i>a) Formation de base sûreté aérienne</i>		
Jour 1	Organisations aéronautiques internationales	2 heures
	Criminalité aéronautique	6 heures
	Détournement d'avions	
	Sabotage	
	Attaques d'aéroports	
	Autres formes de criminalité à l'aéroport	
Jour 2	Droit aérien international	8 heures
Jour 3	Législation aérienne nationale	8 heures
Jour 4	Travailler à l'aéroport	8 heures
	Organisation d'un aéroport	
	Sensibilisation	
	Visite de l'aéroport	
Jour 5	Déontologie	8 heures
	Contrôle d'identité	
	L'audition	
	Exercices pratiques	
Jour 6	Aptitudes sociales	8 heures
	Intervention dans des situations de conflit	
	Conduite avec des passagers difficiles	
	Conduite avec le personnel d'aéroport	
	Jeux de rôles	
Jour 7	Législation sur les armes	8 heures
	L'organisation judiciaire	
Jour 8	La rédaction des procès-verbaux	8 heures
	Les exigences de forme	
	Emploi des langues dans les procès-verbaux	
	Exercices pratiques	
Jour 9	Gestion de crises	8 heures
<i>b) Formation de spécialisation - qualification type contrôle d'accès</i>		
Jour 1	La protection des accès	8 heures
	Protection des accès automatisée	2 heures
	Badge d'identification de l'aéroport	
	Zones	
	CCTV	
	Le périmètre	2 heures
	Postes de garde	
	Permis d'accès	
	Procédures	
	Le terminal des passagers	2 heures
	Postes de garde	
	Permis d'accès	
	Procédures	
	Aviation Générale	2 heures
	Statut	
	Opérations spéciales	

Jour 2	Test d'évaluation final	8 heures
c) Formation de spécialisation - qualification type contrôle de sûreté		
Jour 1	Le contrôle de sûreté	8 heures
	Base légale	1 heures
	Le contrôle de sûreté du passager et de son bagage à main	7 heures
	But du contrôle de sûreté	
	Domaine d'application	
	Rétention d'objets refusés	
	Postes de contrôle de sûreté	
	Procédures	
Jour 2	Le contrôle de sûreté	8 heures
	Principes du contrôle de sûreté	1 heure
	Méthodologie	
	Contrôle de sûreté des personnes	4 heures
	Théorie	
	Exercices pratiques	
	Contrôle de sûreté du bagage à main	2 heures
	Théorie	
	Exercices pratiques	
	L'examen des véhicules	1 heure
Jour 3	Test d'évaluation final	8 heures
d) Formation de spécialisation - qualification type rayons-X conventionnels		
Jour 1	L'identification des armes et explosifs	8 heures
Jour 2	Les éléments d'un IED	8 heures
	Computer Based Training - Exercices pratiques	
Jour 3	Test d'évaluation final	8 heures
e) Formation de spécialisation - qualification type VIVID		
Jour 1	Le contrôle de sûreté du bagage de soute au moyen d'appareils EDS	8 heures
	100 % Screening du bagage de soute	
	Systèmes-Stand-alone	
	Systèmes-Multi-level	
	EDS-screening automatique	
	Interprétation de l'image par l'opérateur	
	Concept linéaire	
	Confrontation du passager avec son bagage de soute	
	Bagages en partance	
	d'origine	
	en transfert	
	Exemptions dans le cadre d'accords bilatéraux	
Jour 2	La salle de tri-bagage et ses systèmes intégrés	8 heures
	La plate-forme de transfert	
	Configuration des appareils EDS	
	Interprétation de l'image VIVID par l'opérateur	
	Exercices pratiques CBT type VIVID	
	Test d'évaluation CBT type VIVID	
Jour 3	Test d'évaluation final	8 heures

<i>f) Formation de spécialisation - qualification type MAGAL</i>		
Jour 1	Le contrôle de sûreté du bagage de soute au moyen d'appareils EDS « 100 % Screening » du bagage de soute Systèmes Stand-alone Système Multi-level Screening EDS automatique Interprétation de l'image par l'opérateur Concept linéaire Confrontation du passager avec son bagage de soute Bagages en partance d'origine en transfert Exemptions dans le cadre d'accords bilatéraux	8 heures
Jour 2	Interprétation de l'image MAGAL par l'opérateur Exercices pratiques CBT - type MAGAL Test d'évaluation CBT type MAGAL Procédures au niveau du screener Fallback-procedure	8 heures
Jour 3	Test d'évaluation final	8 heures
<i>g) Formation de spécialisation - qualification type INVISION CTX 5500</i>		
Jour 1	Les plates-formes de high-risk-screening Le CAT-scan (computed tomography) INVISION CTX 5500DS Formation théorique	8 heures
Jour 2	Formation théorique	8 heures
Jour 3	Formation théorique	8 heures
Jour 4	Formation pratique	8 heures
Jour 5	Test d'évaluation CBT	8 heures
Jour 6	Configuration des appareils EDS Sorter B Procédures au niveau du screener Fallback-procédures	8 heures
Jour 7	Configuration des appareils EDS Sorter A Procédures au niveau du screener Fallback-procedures	8 heures
Jour 8	Test d'évaluation final	8 heures
<i>h) Formation de spécialisation - qualification type DECOMPRESSION</i>		
Jour 1	Théorie	1 heure
	Pratique	2 heures
	Test d'évaluation final	1 heure
<i>i) Formation de spécialisation - qualification type programmes de sûreté d'agents habilités de fret</i>		
Jour 1	Théorie	6 heures
Jour 2	Pratique	6 heures
Jour 3	Pratique	6 heures
Jour 4	Test d'évaluation final	6 heures
<i>j) Formation de spécialisation - qualification type audits programmes de sûreté d'aéroports</i>		
Jour 1	Théorie	8 heures
Jour 2	Pratique	6 heures
Jour 3	Pratique	8 heures
Jour 4	Pratique	8 heures
Jour 5	Test d'évaluation final	6 heures

k) Formation de spécialisation - qualification type audits programmes de sûreté des compagnies aériennes

Jour 1	Théorie	8 heures
Jour 2	Pratique	6 heures
Jour 3	Pratique	8 heures
Jour 4	Pratique	8 heures
Jour 5	Test d'évaluation final	6 heures

l) Formation de spécialisation - qualification type tests des systèmes de sûreté

Jour 1	Théorie	8 heures
Jour 2	Pratique	6 heures
Jour 3	Pratique	8 heures
Jour 4	Pratique	8 heures
Jour 5	Test d'évaluation final	6 heures

II. Les épreuves et les examens comprennent :

A. Une épreuve psychotechnique, organisée par le Centre national de formation à la sûreté aérienne

B. Un examen théorique, organisé par le Centre national de formation à la sûreté aérienne

Le candidat doit, au cours d'un examen, endéans un temps déterminé, faire preuve de ses connaissances dans les branches suivantes :

Branches	Nombre de points	Minima exigés
Formation de base		
Organisations aéronautiques internationales	10	7
Criminalité aéronautique	20	14
L'organisation d'un aéroport	10	7
Droit aérien international	30	21
Législation aérienne nationale	60	42
Déontologie	50	35
Aptitudes sociales	50	35
Législation armes	50	35
Organisation judiciaire	50	35
Gestion de crises	50	35
Rédaction de procès-verbaux	100	70
Qualifications type		
Qualification type CONTROLE D'ACCES		
Protection d'accès	100	70
Qualification type CONTROLE DE SURETE		
Contrôle de sûreté	100	70
Qualification type Rayons-X CONVENTIONNELS		
Identification Armes et Explosifs	100	70
Qualification type VIVID		
Systèmes Multi-level 100 % S	100	70
Interprétation de l'image VIVID	100	70
Qualification type MAGAL		
Interprétation de l'image MAGAL	100	70
Qualification type INVISION CTX 5500		
Théorie	100	70
Pratique	100	70
Procédures	50	35
Qualification type DECOMPRESSION		
Théorie	50	35
Pratique	50	35
Qualification type programmes de sûreté d'agents habilités de fret		
Théorie	50	35

Pratique	50	35
Qualification type audits programmes de sûreté d'aéroports		
Théorie	50	35
Pratique	50	35
Qualification type audits programmes de sûreté des compagnies aériennes		
Théorie	50	35
Pratique	50	35
Qualification type tests des systèmes de sûreté		
Théorie	50	35
Pratique	50	35

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1999 réglementant les conditions de formation et de certification des membres de l'inspection aéronautique.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Bijlage

Opleiding en examen voor het verkrijgen van het certificaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging en type bevoegdverklaringen.

I. De theoretische opleiding behelst een cursus met een totale duur van 384 uren, verstrekt door het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging, waarvan het programma te volgen in deze volgorde met uitzondering van *h)* en *i)* - als volgt bepaald is :

a) De basisopleiding luchtvaartbeveiliging voor het bekomen van het certificaat van inspecteur van luchtvaartinspectie met bevoegdverklaring beveiliging behelst een cursus met een totale duur van 72 uren.

b) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring toegangscontrole behelst een cursus met een totale duur van 16 uren.

c) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring veiligheidscontrole behelst een cursus met een totale duur van 24 uren.

d) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring conventionele X-ray behelst een cursus met een totale duur van 24 uren.

e) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring VIVID behelst een cursus met totale duur van 24 uren.

f) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring MAGAL behelst een cursus met totale duur van 24 uren.

g) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring INVISION CTX 5500 behelst een cursus met totale duur van 64 uren.

h) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring decompressie behelst een cursus met totale duur van 4 uren

i) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring beveiligingsprogramma's van erkende vrachtagenten behelst een cursus en praktische opleiding met een totale duur van 24 uren

j) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring audits inzake beveiliging van luchthavens behelst een cursus en praktische opleiding met een totale duur van 36 uren

k) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring audits inzake beveiliging van luchtvaartmaatschappijen behelst een cursus en praktische opleiding met een totale duur van 36 uren

l) De specialisatieopleiding met typebevoegdverklaring testen van luchtvaartbeveiligingssystemen behelst een cursus en praktische opleiding met een totale duur van 36 uren

Deze opleidingen worden verstrekt door het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging, waarvan de programma's als volgt bepaald zijn :

Modules	Duur
<i>a) Basisopleiding Luchtvaartbeveiliging</i>	
Dag 1 Internationale Luchtvaartorganisaties	2 uren
Luchtvaartcriminaliteit	6 uren
Kaping	
Sabotage	
Aanslagen op luchthavens	
Andere vormen van criminaliteit op de Luchthaven	
Dag 2 Internationaal luchtrecht	8 uren

Dag 3	Nationale luchtwetgeving	8 uren
Dag 4	Werken op de luchthaven	8 uren
	Organisatie van een luchthaven	
	Sensibilisatie	
	Bezoek aan de luchthaven	
Dag 5	Deontologie	8 uren
	De identiteitscontrole	
	Het verhoor	
	Praktische oefeningen	
Dag 6	Sociale vaardigheden	8 uren
	Optreden in conflictsituaties	
	Omgaan met moeilijke passagiers	
	Omgaan met luchthavenpersoneel	
	Rollenspel	
Dag 7	Wapenwetgeving	8 uren
	De gerechtelijke organisatie	
Dag 8	Het opstellen van Processen-verbaal	8 uren
	De vormvereisten	
	Taalgebruik in processen-verbaal	
	Praktische oefeningen	
Dag 9	Crisismanagement	8 uren

b) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring toegangscontrole

Dag 1	De toegangsbeveiliging	8 uren
	Geautomatiseerde toegangsbeveiliging	2 uren
	Luchthavenidentificatiebadge	
	Zones	
	CCTV	
	De perimeter	2 uren
	Wachtposten	
	Toegangsbewijzen	
	Procedures	
	De passagiersterminal	2 uren
	Wachtposten	
	Toegangsbewijzen	
	Procedures	
	General Aviation	2 uren
	Statuut	
	Bijzondere operaties	
Dag 2	Eindevaluatietest	8 uren

c) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring veiligheidscontrole

Dag 1	De veiligheidscontrole	8 uren
	Wettelijke grondslag	1 uur
	De veiligheidscontrole van de passagier en zijn handbagage	7 uren
	Doel van de veiligheidscontrole	
	Toepassingsgebied	
	Inhouden van geweigerde voorwerpen	
	Veiligheidscontroleposten	
	Procedures	

Dag 2	De veiligheidscontrole	8 uren
	Principes van de veiligheidscontrole	1 uur
	Methodologie	
	Veiligheidscontrole van personen	4 uren
	Theorie	
	Praktische oefeningen	
	Veiligheidscontrole van de handbagage	2 uren
	Theorie	
	Praktische oefeningen	
	Het doorzoeken van voertuigen	1 uur
Dag 3	Eindevaluatietest	8 uren
	<i>d) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring conventionele X-ray</i>	
Dag 1	Het herkennen van wapens en explosieven	8 uren
Dag 2	De bestanddelen van een IED	8 uren
	Computer Based Training- Practische oefeningen	
Dag 3	Eindevaluatietest	8 uren
	<i>e) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring VIVID</i>	
Dag 1	De veiligheidscontrole van de Ruimbagage door middel van EDS-apparatuur	8 uren
	100 % Screening van de ruimbagage	
	Stand-alone-systemen	
	Multi-level-systemen	
	Automatische EDS-screening	
	Beeldinterpretatie door de operator	
	Lineair concept	
	Confrontatie van de passagier met zijn ruimbagage	
	Departing baggages	
	Originating	
	Transfer	
	Vrijstellingen in het kader van bilaterale akkoorden	
Dag 2	De bagagesorteerzaal en haar geïntegreerde systemen	8 uren
	Het Transferplatform	
	Configuratie van de EDS- apparatuur	
	VIVID- beeldinterpretatie door de operator	
	CBT- praktische oefeningen type VIVID	
	CBT- evaluatietest type VIVID	
Dag 3	Eindevaluatietest	8 uren
	<i>f) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring MAGAL</i>	
Dag 1	De veiligheidscontrole van de Ruimbagage door middel van EDS-apparatuur	8 uren
	100 % Screening van de ruimbagage	
	Stand-alone-systemen	
	Multi-level-systemen	
	Automatische EDS-screening	
	Beeldinterpretatie door de operator	
	Lineair concept	
	Confrontatie van de passagier met zijn ruimbagage	
	Departing baggages	
	Originating	
	Transfer	
	Vrijstellingen in het kader van bilaterale akkoorden	

Dag 2	MAGAL-beeldinterpretatie door de operator	8 uren
	CBT- praktische oefeningen type MAGAL	
	CBT- evaluatietest type MAGAL	
	Procedures op het niveau van screener	
	Fallback- procedure	
Dag 3	Eindevaluatietest	8 uren
	g) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring INVISION CTX 5500	
Dag 1	De high-risk-screeningplatformen	
	De CAT-scan (computed tomography)	
	INVISION CTX 5500 DS	
	Theoretische opleiding	8 uren
Dag 2	Theoretische opleiding	8 uren
Dag 3	Theoretische opleiding	8 uren
Dag 4	Praktische opleiding	8 uren
Dag 5	CBT-evaluatietest	8 uren
Dag 6	Configuratie van de EDS-apparatuur Sorter B	8 uren
	Procedures op het niveau van screener	
	Fallback-procedures	
Dag 7	Configuratie van de EDS-apparatuur Sorter A	8 uren
	Procedures op het niveau van screener	
	Fallback-procedures	
Dag 8	Eindevaluatietest	8 uren
	h) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring decompressie	
Dag 1	Theorie	1 uur
	Praktijk	2 uren
	Eindevaluatietest	1 uur
	i) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring beveiligingsprogramma's van erkende vrachtagenten	
Dag 1	Theorie	6 uren
Dag 2	Praktijk	6 uren
Dag 3	Praktijk	6 uren
Dag 4	Eindevaluatietest	6 uren
	j) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring audits inzake beveiliging van luchthavens	
Dag 1	Theorie	8 uren
Dag 2	Praktijk	6 uren
Dag 3	Praktijk	8 uren
Dag 4	Praktijk	8 uren
Dag 5	Eindevaluatietest	6 uren
	k) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring audits inzake beveiliging van luchtvaartmaatschappijen	
Dag 1	Theorie	8 uren
Dag 2	Praktijk	6 uren
Dag 3	Praktijk	8 uren
Dag 4	Praktijk	8 uren
Dag 5	Eindevaluatietest	6 uren
	l) Specialisatieopleiding Typebevoegdverklaring testen van beveiligingssystemen	
Dag 1	Theorie	8 uren
Dag 2	Praktijk	6 uren
Dag 3	Praktijk	8 uren
Dag 4	Praktijk	8 uren
Dag 5	Eindevaluatietest	6 uren

II. De proeven en examens behelzen :

A. Een psychotechnische proef, afgenomen door het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging.

B. Een theoretisch examen, afgenomen door het Nationaal Opleidingscentrum Luchtvaartbeveiliging.

De kandidaat moet, tijdens een examen, binnen een bepaalde tijd, blijk geven van zijn kennis over de volgende vakken :

Vakken	Puntenaantal	Vereiste minima
Basisopleiding		
Internationale luchtvaartorganisaties	10	7
Luchtvaartcriminaliteit	20	14
De organisatie van een Luchthaven	10	7
Internationaal luchtrecht	30	21
Nationale luchtwetgeving	60	42
Deontologie	50	35
Sociale vaardigheden	50	35
Wapenwetgeving	50	35
Gerechtelijke organisatie	50	35
Het opstellen van processen-verbaal	100	70
Crisismanagement	50	35
Typebevoegdverklaringen		
Typebevoegdverklaring TOEGANGSCONTROLE		
De toegangsbeveiliging	100	70
Typebevoegdverklaring VEILIGHEIDSCONTROLE		
De veiligheidscontrole	100	70
Typebevoegdverklaring CONVENTIONELE X-RAY		
Het herkennen van wapens en explosieven	100	70
Typebevoegdverklaring VIVID		
Multi-level-systemen 100 % S	100	70
VIVID-beeldinterpretatie	100	70
Typebevoegdverklaring MAGAL		
MAGAL-beeldinterpretatie	100	70
Typebevoegdverklaring INVISION CTX 5500		
Theorie	100	70
Praktijk	100	70
Procedures	50	35
Typebevoegdverklaring DECOMPRESSIE		
Theorie	50	35
Praktijk	50	35
Typebevoegdverklaring Beveiliging erkende VRACHTAGENTEN		
Theorie	50	35
Praktijk	50	35
Typebevoegdverklaring AUDITS inzake beveiliging van luchthavens		
Theorie	50	35
Praktijk	50	35
Typebevoegdverklaring AUDITS inzake beveiliging van luchtvaartmaatschappijen		
Theorie	50	35
Praktijk	50	35
Typebevoegdverklaring TESTEN van luchtvaartbeveiligingssystemen		
Theorie	50	35
Praktijk	50	35

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1999 houdende regeling van de opleidings- en certificatievoorwaarden van de leden van de luchtvaartinspectie

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN